

Représentation Parcellaire Cadastrale Unique (RPCU)

Commission Locale d'Expérimentation RPCU de l'Ille- et-Vilaine

Bilan de l'expérimentation par :

- Région Bretagne
- Conseil général d'Ille-et-Vilaine
- Rennes Métropole



Méthodologie de l'expérimentation:

- compréhension globale du dispositif

Bonne compréhension du dispositif.

- choix des zones de test

Les zones ont été choisies par la DGFIP et l'IGN, en fonction de contraintes de qualité de plan, de diversité des cas. Les techniciens des collectivités ont été mis devant le fait accompli. Ceci a des conséquences sur l'appréciation du travail fourni par la DGFIP et l'IGN dans le cadre de l'expérimentation dans la mesure où les collectivités impliquées n'ont pas forcément les données sur le périmètre de test pour pouvoir aller loin sur la qualité des travaux fournis, en particulier des plans locaux d'urbanisme numérisés (PLU).

- information des collectivités durant l'expérimentation

L'information des collectivités a consisté à faire un point à chaque réunion de CLE.

- démarche d'évaluation

La démarche d'évaluation est restée floue pour les collectivités qui ont participé. Les critères et leur pondération n'ont pas été définis clairement au préalable. Les collectivités sont associées dans les CLE mais pas dans la prise de décision finale. Elles n'ont pas à ce jour de visibilité sur les données de référence qui seront utilisées pour évaluer le produit final.

- appréciation générale du dispositif d'expérimentation

Le sentiment communément partagé par les collectivités est celui d'une démarche avec un objectif de convergence louable et attendu. Ceci dit, la décision finale étant prise par deux Ministres, les collectivités déplorent leur manque d'implication "réelle" dans une décision qui les conduira à en assumer de lourdes conséquences pour retravailler leurs nombreuses bases métier constituées sur le référentiel cadastral.

Analyse qualitative des deux résultats de l'expérimentation

Chaque Collectivité a analysé chacun des résultats dans le cadre de cas d'utilisation pratiques lié à ses compétences et ses usages du plan cadastral.

Usages du cadastre par une Région (et délégataires)

Analyse globale des données transmises

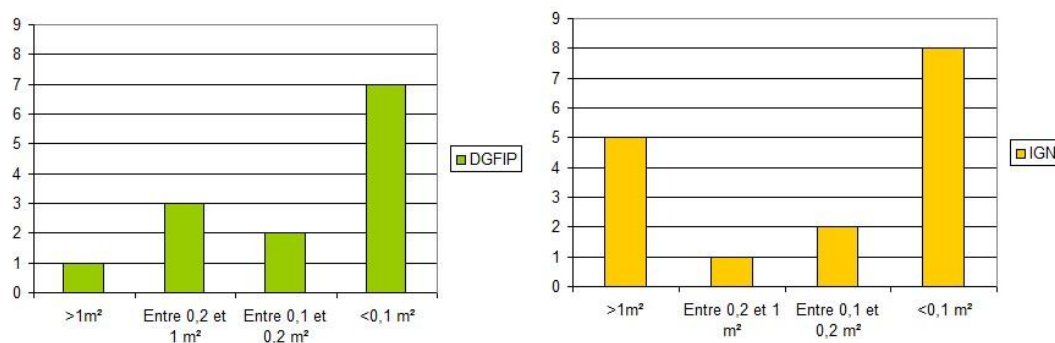
Les données issues des deux scénarios DGFIP et IGN, et plus particulièrement les couches bâtis et parcelles, ont été mises à disposition sur la plateforme GéoBretagne en superposition avec l'orthophotographie (BD Ortho IGN) et le cadastre initialement transmis (cf.

http://geobretagne.fr/mapfishapp/?wmc=http://geobretagne.fr/context/test_rpcu.wmc)

Ainsi, il a pu être examiné de façon neutre les deux scénarios.

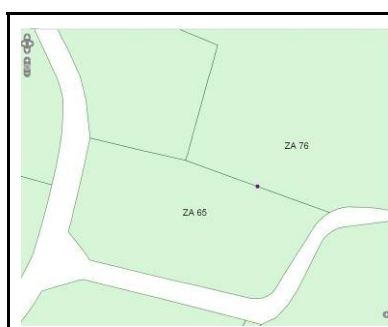
Les cas de discontinuités type "chevauchement" ont pu être traités de façon automatique (commande "intersect" à partir d'ArcGIS sur chaque couche des parcelles) contrairement aux cas de discontinuité "trous".

Le schéma ci-dessous représente le nombre de cas de discontinuité (chevauchement) après traitement informatiques :



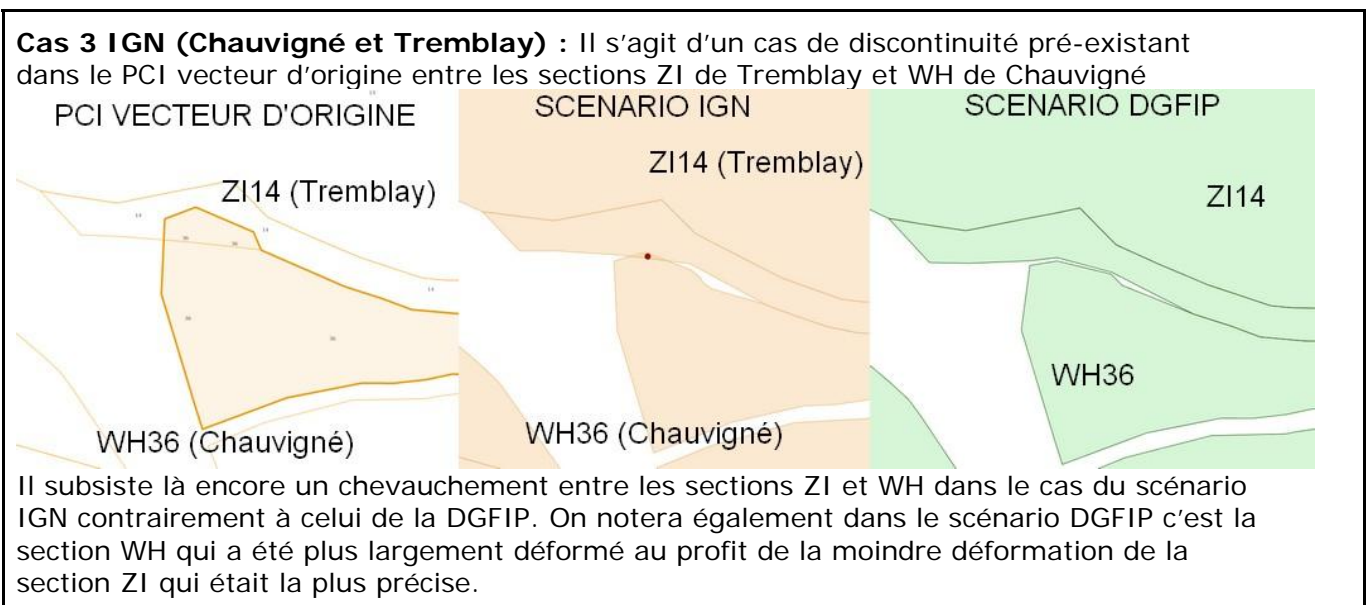
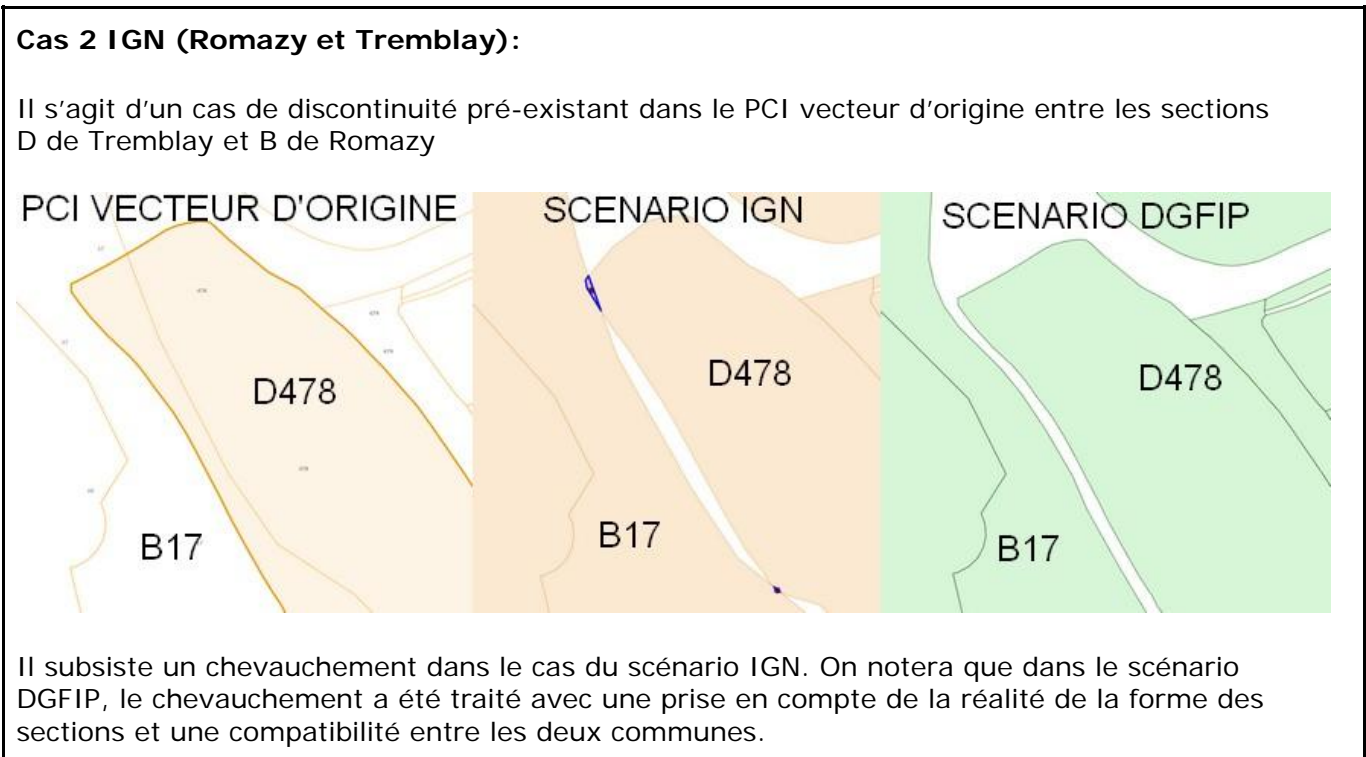
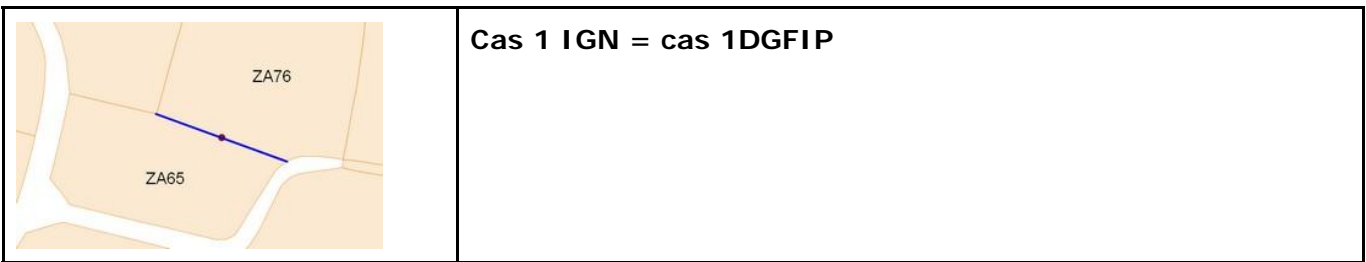
On notera que les cas les plus importants de discontinuité (1 cas contre 5) se situent du côté du scénario IGN.

L'attention a ensuite été portée sur les cas de chevauchement parcellaire les plus importants en superficie (plus de 1m²).



Cas 1 DGFIP (Tremblay) :

Il s'agit en fait d'un micropolygone de 1.8m² qui s'étale sur 60m, cela représente un écart de 3cm qui ne se voit pas à l'écran



Cas 4 IGN (Vieux-Vy-sur-Couesnon et Chauvigné):



Il s'agit d'un cas de discontinuité pré-existant dans le PCI vecteur d'origine entre les sections B de Vieux-Vy-sur-Couesnon et WK de Chauvigné.

Il subsiste là encore un chevauchement entre les sections ZI et WH dans le cas du scénario IGN contrairement à celui de la DGFIP.

On notera également un décalage important entre les bâtis du cadastre d'origine et l'orthophotographie de l'IGN. Les deux scénarios ont contribué à améliorer ce décalage. A l'instar du cas n°2, le chevauchement côté DGFIP a été mieux traité au sens où il y a eu une prise en compte de la réalité de la forme des sections et une compatibilité entre les deux communes.

Cas 5 IGN (Romazy et Chauvigné):

Il s'agit d'un cas de discontinuité pré-existant dans le PCI vecteur d'origine entre les sections B de Tremblay et WK de Chauvigné



On constate là encore un chevauchement traité côté DGFIP mais pas côté IGN et un respect de conformité de forme entre sections voisines.

Appréciation technique globale : Dans tous les cas de figure examinés, **la préférence technique se porte clairement sur le scénario DGFIP** qui assure une réalité plus proche du terrain et une continuité topologique plus performante.

Cas d'utilisation : le service régional de l'inventaire du patrimoine

Comme beaucoup d'acteurs locaux, la Région Bretagne est elle aussi utilisatrice des données cadastrales. Lorsqu'elle exerce des missions de gestion domaniale, comme c'est le cas pour le service des ports et aéroports, mais aussi comme dans l'exemple de cas d'utilisation développé ici, pour le service régional de l'inventaire du patrimoine.

Le service régional de l'inventaire s'appuie sur le cadastre officiel en capturant les contours de bâtiments du cadastre pour les dupliquer dans une base de données inventaire, en adaptant parfois les contours de bâtiments.

Dans le cadre de la RPCU, et quelque soit le scénario, les bâtiments du cadastre vont bouger.

La question importante qui reste posée est : Quels outils vont être mis à disposition selon chaque scénario pour faire les reprises nécessaires de la façon la plus simple possible ?

Usages du cadastre par un Département (et délégataires)

Aucun projet routier départemental n'a été réalisé sur la zone d'expérimentation, le Département ne disposait pas de levés topographiques de précision pour contrôler les scénarii.

Cas d'utilisation : superposition de l'orthophotographie 2011-2012 (E-megalis)

Cas 6 : amélioration de la couche bâti (Chauvigné)

Sur les scénarios IGN et DGFIP, un contrôle sur l'orthophotographie de précision 20 cm de 2010-2011 permet d'observer une amélioration de la superposition des bâtiments.

PCI VECTEUR D'ORIGINE

SCENARIO DGFIP

SCENARIO IGN



Cas 7 : décalage de la couche bâti sur scénario IGN (Rimou)

Sur certaines zones du scénario IGN, des décalages de bâtiments d'1 mètre à 1 mètre 50 sur plusieurs zones de l'expérimentation sont observés.

PCI VECTEUR D'ORIGINE

SCENARIO DGFIP

SCENARIO IGN



Cas d'utilisation : emprises des espaces naturels sensibles

Aucun espace naturel sensible (ENS) n'est présent sur la zone d'expérimentation pour effectuer une simulation de reprise. Hors toutes les zones de préemption et les emprises des espaces naturels sensibles du département sont gérées à la parcelle cadastrale.

Le RPCU aura donc une incidence importante sur cette couche et une reprise automatisée de ces découpages sera nécessaire.

Bilan global :

	scénario IGN	scénario DGFIP
Forces	Tout automatique, donc moins coûteux.	Un contrôle terrain a minima pour déterminer les points de calage (5 cm de précision annoncé) et une bonne approche en matière de topologie.
Faiblesses	Points de calage déterminés sur la base du RGE => faible précision par rapport à la DGFIP	Le temps nécessaire induit par le recours systématique aux déplacements terrain pour les points de calage

Menaces	<p>Les secteurs à problème ont été traités bien qu'ils soient hors tolérance (sont taggués) => l'IGN a évoqué un déplacement terrain indispensable pour les corriger (qui ? dans quel délai ?)</p> <p>- si pas de correction, quelle sera la réaction du propriétaire qui pourrait voir sa parcelle fortement réduite ou agrandie voire déformée sur le plan ?</p> <p>En aucun cas, il n'est évoqué la possibilité d'appliquer les déformations réalisées sur le plan cadastral aux données des collectivités territoriales (outil ?)</p> <p>- n'a été évoqué que la mise à disposition de métadonnées et des statistiques de déformation</p> <p>Seules les couches "section", "parcelle" et "bâti" ont été traitées - quid du résultat sur les autres couches composant le plan (et notamment les éléments composant la voie)?</p>	<p>Il a été évoqué la possibilité de récupérer les paramètres de transformation utilisés sur les parcelles du plan cadastral - pas d'information sur la mise à disposition d'un outil aux collectivités territoriales pour appliquer les mêmes déformations à leurs données numérisées sur la base du plan</p>
	<p>Ce travail devrait permettre de traiter les limites communales ou intercommunales et l'assemblage du cadastre entre départements.</p>	
Opportunités	<p>Les collectivités territoriales équipées pourraient fournir des points de calage complémentaires pour affiner les traitements</p>	<p>L'utilisation de prises de vues verticales a été testée par relevé photogrammétrique, pour obtenir des points de calage (précision 15 cm). Cette solution, là où la donnée est disponible, pourrait limiter les déplacements terrain.</p> <p>Les collectivités territoriales équipées pourraient fournir des points de calage complémentaires pour affiner les traitements</p>

Contacts :

Collectivité	Nom	Prénom	Tel/mel
Conseil général 35	MEVEL-VIANNAY	Stéphane	stephane.mével@cg35.fr 02 99 02 33 45
Rennes Métropole	CHAUVIN	Frédéric	f.chauvin@agglo-rennesmetropole.fr 02 99 86 63 70
Région Bretagne	VINSONNEAU	Lydie	lydie.vinsonneau@region-bretagne.fr 02 99 27 14 78

(en gras : le coordonnateur inter-cle)

Département d'expérimentation : Ille-et-Vilaine